

Polarisation sociale

À

Dans les plus grandes métropoles, la polarisation sociale est un processus qui désigne généralement « une expansion des niveaux supérieurs et inférieurs de la structure socio-professionnelle et des échelles de revenus, aux dépens des niveaux intermédiaires. Cette polarisation est liée aux évolutions dans la demande résidentielle qui entraîne la [gentrification](#) d'une partie de la ville centre, et la concentration des populations moins qualifiées dans les segments les moins désirables du marché. La polarisation socio-professionnelle s'accompagne d'une ségrégation sociale, de statut d'occupation du logement ou ethnique » (Hamnett, 1994, p. 401). Sassen (1991) dans la ville globale décrit cette transition remarquable, d'une structure de classe relevant de la division du travail dans les sociétés industrielles, ouvriers, employés, cadres, vers une structure sociale polarisée en fonction des évolutions des sociétés post-industrielles (activités de coordination de l'économie globale / activités des services ordinaires et reproduction sociale).

Dans les travaux contemporains l'hypothèse d'une polarisation sociale est donc associée à l'émergence des villes globales, à un niveau supérieur de la hiérarchie urbaine mondiale, guidée par une analyse des évolutions des structures socio-économiques post-fordistes. Le texte qui suit s'intéressera à un débat scientifique ancré dans un moment des études urbaines et renvoyant essentiellement à une littérature anglophone (avec quelques ramifications francophones), s'appuyant sur des exemples pris dans des grandes métropoles situées dans les Nord. Ces travaux ont remarquablement contribué à fixer le débat sur la dualisation, ou polarisation sociale, économique, liée aux transformations du capitalisme global en réseau dans les grandes métropoles qui coordonnent l'économie mondiale. Friedmann and Wolff (1982) décrivent la restructuration sociale de manière duale, opposant une *underclass* of world cities, largement basée sur la main d'œuvre immigrée et les emplois précaires, d'une classe composée des cadres des services aux entreprises, des élites transnationales, des métiers du luxe et du tourisme international. L'hypothèse de Sassen (1991) fait le lien entre les mutations au niveau national et international dans la division du travail et la concentration des services financiers et de la coordination : la désindustrialisation dans les villes globales est couplée à la polarisation croissante de la structure de l'emploi (croissance des emplois les plus qualifiés et les moins qualifiés), la dualisation de l'échelle des revenus et la résidualisation de la classe moyenne, avec une augmentation de la ségrégation résidentielle. Ce lien entre internationalisation de l'économie et polarisation socio-professionnelle étant en particulier analysé dans le cas de New York, *dual city* (Mollenkopf and Castells, 1991). Quels que soient les relais empiriques de la ville duale, se construit une narration de la polarisation et de l'émergence d'une structure de classe nouvelle, dont la portée rhétorique et politique est majeure et structure une partie du débat depuis (Beauregard, 1993 ; Hamnett, 2001), y compris dans des visions binaires de la gentrification et sécession (Donzelot, 1999). D'autres y voient plutôt l'émergence d'une classe créative qui déplace les enjeux sociaux et politiques d'une structure de classe au profit de solidarités inter-individuelles plus horizontales (Florida, 2003), des hypothèses fortement critiquées pour leurs lacunes empiriques, alors que la structure de classe post-industrielle est un enjeu qui occupe l'agenda politique (voir, par exemple, et de manière très stimulante dans ses conclusions, Davidson and Wylie, 2012)^[1]. La question de la polarisation a particulièrement animé les travaux sur les grandes métropoles depuis les années 1990, et conduit à d'importants débats sur les relations de causalité entre polarisation, restructuration des classes moyennes dans une économie post-fordiste, et [gentrification](#) (voir en particulier le débat Clerval, 2020 ; Hamnett, 2021).

D'un point de vue méthodologique, la polarisation sociale est donc souvent analysée comme une évolution statistique bi-modale dans les catégories socio-professionnelles ou de revenus, que (Marcuse, 1989) compare à la forme d'un sablier. Les études s'appuient pourtant souvent sur une structure des données qui construit cette opposition, héritière d'une longue tradition d'analyse des indices de [ségrégation](#) (Le Goix, 2022). Ainsi, à l'appui des transformations des marchés de l'emploi dans la métropolisation, les indices de dissimilarité sont utilisés dans l'analyse des catégories socio-professionnelles opposant de manière duale les hauts revenus et les bas revenus d'une part; les cadres et les ouvriers/employés d'autre part (Dans une étude comparée dans les villes européennes, voir par exemple Tammaru *et al.*, 2016).

La critique relative à la polarisation privilégie une hypothèse concurrente (ou complémentaire) d'une « professionnalisation » au sein de la structure par classe ou des revenus. En effet, la dynamique de professionnalisation en anglais [2] traduit l'essor d'une nouvelle « classe moyenne », produite par le glissement dans la société de l'information et des services vers des fonctions managériales et techniques, c'est-à-dire un changement de structure socio-professionnelle dans les sociétés capitalistes avancées. Plusieurs travaux empiriques montrent que la restructuration productive post-fordiste se traduit plus par une professionnalisation que par une polarisation de l'emploi, dont (Hamnett, 1994) fournit un état de la question critique. (Hamnett, 2003) décrit le caractère socio-économique post-industriel de Londres comme étant basé sur « une croissance significative et constante de la proportion de groupes de professionnels et de cadres et un déclin significatif et constant de la taille et de la proportion de travailleurs manuels qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés » (p. 2406). Plutôt que de parler de déplacements liés à la gentrification Hamnett analyse que « la transformation qui a eu lieu dans la structure des classes professionnelles de Londres a été associée au remplacement progressif d'une classe par une autre, plutôt qu'à un déplacement direct à grande échelle » (p. 2424) [3]. A Paris aussi, de tels débats invitent les auteurs à trancher entre polarisation et professionnalisation. Couplée à l'analyse de la ségrégation, (Prateceille, 2006) observe en Île-de-France dans les années 1990 que ces restructurations socio-professionnelles ont produit des espaces relativement composites ou mixtes, en particulier des quartiers « moyens mlangés » de professions intermédiaires et cadres de la fonction publique où la mixité se renforce ; seules les catégories des cadres du privé et des professions libérales restent clairement séparées des autres catégories. Parmi ces restructurations, la mobilité ascendante à partir de l'échelon inférieur et les mutations de l'échelon intermédiaire sont donc des dynamiques prédominantes, une tendance identifiée encore récemment à Londres, New York ou Tokyo dans les analyses les plus récentes (Van Ham *et al.*, 2020). Ainsi, dans la Randstad hollandaise, les fonctions commerciales et de services à haut niveau de formation (juristes, corps enseignant, personnel médical, techniciens), ainsi que les fonctions d'encadrement, ont leur part dans ces restructurations (Atzema and Smidt, 1992 ; Hamnett, 1994). D'importants facteurs de découplages entre position sociale et richesse sont liés à la précarisation croissante des statuts du travail (CDD et précarité, y compris dans les services avancés). Des études comparatives (à Paris, Rio, São Paulo) aboutissent à des conclusions similaires, permettant de généraliser les conclusions en appliquant des modèles conceptuels du Nord dans les grandes métropoles du Sud (Marques and França, 2020; Prateceille and Cardoso, 2020).

La polarisation sociale doit également être rapportée à un processus qui relève des catégories ethniques et raciales (Hamnett, 1994). L'hypothèse d'une dualisation ou polarisation de la structure par classe ne peut donc être abordée isolément des études sur la ségrégation en Amérique du Nord, et notamment les travaux sur l'hyper-ségrégation et du concept d'*underclass*, une notion qui renvoie au cumul des désavantages dans les ghettos afro-américains des métropoles du Nord des États-Unis, frappés systématiquement par la désindustrialisation dès les années 1960, et par l'effondrement des services publics locaux (Wilson, 1987). Le terme *ghetto*, comme forme institutionnelle, procède d'une « *concaténation de mécanismes de fermeture ethno-raciale et de contrainte* » (Wacquant, 2008, p. 49). Il a été utilisé de manière discutée à propos des banlieues parisiennes ou des « enclaves ethniques » de Londres. Les premières sont largement incluses dans les circuits de redistribution malgré les freins à la mobilité liés à la structure des marchés immobiliers et de l'emploi et les modalités de maintien de l'ordre (Wacquant, 2008). Les secondes sont plutôt présentes comme relevant de préférences dans les marchés résidentiels (Peach, 2009). De telles situations de glissements sémiotiques sont observables dans d'autres pays, par exemple au Canada ou au Danemark (Walks, 2020). D'après Marcuse (1997), la ville polarisée serait plutôt une juxtaposition d'enclaves ethniques, des quartiers de ségrégation, qui se distinguent de la « citadelle », les enclaves pour les plus riches, exclusives.

Marcuse (1989) critique enfin l'hypothèse de la dualisation, car elle introduit un point de vue rigide loin des réalités évolutives de la structure de l'emploi, du fait de la fragmentation spatiale d'une part ; et de la division du travail en fonction des structures de genre et des assignations ethno-raciales d'autre part. Par exemple, travaillant sur la relation entre division sociale de l'espace, stratification par classe et origines migratoires, Rhein (1998) discute la manière dont la structure par classe est normalisée par l'intermédiation de l'état-providence, des logiques redistributives (aides sociales), et par le champ de la formation (scolaire ou professionnelle). Ces dimensions sont des aspects importants de la stratification sociale et de la reproduction des inégalités. Elle démontre ainsi que la polarisation sociale à Paris et en Île-de-France est renforcée selon une restructuration à la fois sociale et spatiale dans les années 1980. Au niveau métropolitain, les personnes nées à l'étranger sont surreprésentées dans la strate sociale des cols bleus, alors que les professions managériales excluent les

non nationaux. Au niveau intra-métropolitain, la concentration croissante dans les banlieues anciennement ouvrières de la population n'est pas le pendant d'une exclusivité croissante des communes habitées par les classes moyennes et supérieures à Paris (Rhein, 1998). La structure sociale et spatiale fait jouer des processus doubles de polarisation, complexes à interpréter. À Amsterdam, par exemple, Boterman (2012) note que dans un système pourtant peu contraint de choix de résidence, la relation entre la ségrégation scolaire et la ségrégation résidentielle est forte, et qu'elles se renforcent mutuellement.

Les logiques de polarisation sociale à l'œuvre sont nombreuses, mais l'une des plus puissantes aujourd'hui relève probablement des marchés du logement, qui traversent l'ensemble des échelles qui précèdent, et sont largement signalées comme vecteur de polarisation sociale. La dynamique s'enracine dans le passage à une économie post-fordiste, impliquant des logiques de financiarisation et surtout l'affaiblissement de l'état providence keynésien (Sassen, 2012). Les travaux les plus récents sur la polarisation portent donc sur la transformation des marchés du logement dans ce contexte de réforme de l'état-providence et la généralisation d'un mode de capitalisation sur les actifs par les ménages ('asset-based welfare', voir Doling and Ronald, 2010; Schwartz, 2012). La stratification sociale liée à la financiarisation est apparue clairement dans la période post-crise financière mondiale de 2007-08, Piketty (2013) montrant que les investissements des ménages, dans le logement et l'immobilier en particulier, sont des moteurs puissants des inégalités socio-spatiales, qui aboutissent à la construction d'une nouvelle structure de classe, où le patrimoine est le vecteur principal de polarisation sociale. Le logement devient en effet un instrument de la dynamique de la capitalisation des actifs, et donc de l'inégalité socio-spatiale plus large, au-delà des seuls revenus du travail. Le glissement des marchés vers un mode de "keynésianisme privatisé" promeut l'accès à la propriété financière par la dette comme une stratégie efficace de constitution d'actifs pour les ménages (Crouch, 2009). Ces tendances sont observées dans un grand nombre de villes, sous forme d'une dépendance à la trajectoire observée dans presque tous les États-nations qui ont adopté des formes néolibérales (Rolnik, 2013). Des modes de financiarisation archétypaux sont observés aux États-Unis et au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, par exemple sur les prêts hypothécaires (Langley 2006, Gotham 2009, Aalbers 2012) avec des effets particulièrement puissants en fonction des catégories ethno-raciales. Les conséquences sur les structures sociales sont essentielles pour comprendre les figures contemporaines de la ségrégation par la stratification du logement. Des travaux ont ainsi pu montrer que l'inflation des prix était facteur de polarisation sociale (Boulay, 2012; Hochstenbach and Arundel, 2020; Le Goix *et al.*, 2021) et de ségrégation ethno-raciale (Aalbers, 2005). À une échelle de comparaison inter-urbaine, (Tammaru *et al.*, 2016) analysent conjointement le rôle de la taille des villes en Europe, couplant la transformation des régimes d'état-providence sur la redistribution des richesses, les régimes de marchés du logement, avec les indices de ségrégation appliqués aux catégories socio-professionnelles et aux mesures de l'inégalité. Ils démontrent que l'effet de rang des villes globales dans la hiérarchie urbaine (global city index) n'est pas l'explication principale de l'évolution de la ségrégation et des inégalités dans les villes européennes, mais que les régimes de logement et de redistribution comptent fortement dans les logiques de polarisation, des effets de forts rattrapages dans les villes en transition postsocialiste (Musterd and Ostendorf, 1998). Ils démontrent efficacement que la polarisation sociale n'est pas déterminée par la taille ou le rôle globale de la métropole, mais que les structures locales des marchés du logement sont déterminantes dans les explications. De manière symptomatique, l'accroissement des inégalités de revenus aux effets très polarisants précédés, globalement, d'une dizaine d'années, l'augmentation de la ségrégation (entre classes sociales), dans la plupart des villes européennes (Tammaru *et al.*, 2019).

Renaud Le Goix

[1] Pour le lecteur qui n'aurait pas un accès à ce texte : « Our analysis documents a durable, fine-grained geography of social class division in London, which has been changed but not erased by ongoing processes of industrial and occupational restructuring: the central tensions of class in the city persist. Without critical empirical and theoretical analysis of the contours of post-industrial class division, the worsening inequalities of cities like London will be depoliticized. We suggest that class-conscious scholars should only head to Florida for Spring Break or retirement. » Davidson, M. and Wyly, E. (2012) Class-ifying London, *City*, 16(4), pp. 395-421 (<https://doi.org/10.1080/13604813.2012.696888>) DOI: 10.1080/13604813.2012.696888.

[2] beaucoup d'études francophones privilégient la "qualification" de la population active.

[3] A significant and consistent growth in the proportion of professional and managerial groups and a significant and consistent decline in the size and proportion of skilled, semi-skilled and unskilled manual workersâ€™ Hamnett, C. (2003) Gentrification and the middle-class remaking of inner London, 1961â€“2001, *Urban Studies*, 40(12), pp. 2401â€“2426.Â ; â€™the transformation which has taken place in the occupational class structure of London has been associated with the gradual replacement of one class by another, rather than large scale direct displacementâ€™ (*ibid.*, p. 2424).

Bibliographie

Références

- Aalbers, M. B. (2005) Whoâ€™s afraid of red, yellow and green?: Redlining in Rotterdam, *Geoforum*, 36(5), pp. 562-580 (<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0016718504001435>) DOI: <http://dx.doi.org/10.1016/j.geoforum.2004.11.002>.
- Atzema, O. and Smidt, M. D. (1992) Selection and duality in the employment structure of the Randstad, *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 83(4), pp. 289-305 (<https://doi.org/10.1111/j.1467-9663.1992.tb01711.x>) DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1467-9663.1992.tb01711.x>.
- Beauregard, R. A. (1993) *Voices of decline : the postwar fate of US cities*. Oxford, UK ; Cambridge, Mass., USA: B. Blackwell.
- Boterman, W. R. (2012) Dealing with Diversity: Middle-class Family Households and the Issue of â€™Blackâ€™ and â€™Whiteâ€™ Schools in Amsterdam, *Urban Studies*, 50(6), pp. 1130-1147 (<https://doi.org/10.1177/0042098012461673>) DOI: 10.1177/0042098012461673.
- Boulay, G. (2012) Real estate market and urban transformations: spatio-temporal analysis of house price increase in the centre of Marseille (1996-2010), *Articulo - Journal of Urban Research [Online]*, 9(2012), (<http://articulo.revues.org/2152>) DOI: 10.4000/articulo.2152.
- Clerval, A. (2020) Gentrification and social classes in Paris, 1982-2008, *Urban Geography*, pp. 1-25 (<https://doi.org/10.1080/02723638.2020.1826728>) DOI: 10.1080/02723638.2020.1826728.
- Crouch, C. (2009) Privatised Keynesianism: An Unacknowledged Policy Regime, *The British Journal of Politics & International Relations*, 11(3), pp. 382-399 (<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1467-856X.2009.00377.x>) DOI: 10.1111/j.1467-856X.2009.00377.x.
- Davidson, M. and Wyly, E. (2012) Class-ifying London, *City*, 16(4), pp. 395-421 (<https://doi.org/10.1080/13604813.2012.696888>) DOI: 10.1080/13604813.2012.696888.
- Doling, J. and Ronald, R. (2010) Home ownership and asset-based welfare, *Journal of Housing and the Built Environment*, 25 pp. 165-173.
- Donzelot, J. (1999) La nouvelle question urbaine, *Esprit*, (258), pp. 87-114.
- Florida, R. (2003) Cities and the Creative Class, *City & Community*, 2(1), pp. 3-19 (<https://doi.org/10.1111/1540-6040.00034>) DOI: <https://doi.org/10.1111/1540-6040.00034>.
- Friedmann, J. and Wolff, G. (1982) World city formation: an agenda for research and action, *International Journal of Urban and Regional Research*, 6(3), pp. 309-344 (<https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.1982.tb00384.x>) DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.1982.tb00384.x>.
- Hamnett, C. (1994) Social Polarisation in Global Cities: Theory and Evidence, *Urban Studies*, 31(3), pp. 401-424 (<http://www.jstor.org/stable/43196109>) DOI: <https://doi.org/10.1080/00420989420080401>.
- Hamnett, C. (2001) Social Segregation and Social Polarization, in: R. Paddison (Ed.) *Handbook of Urban Studies*, pp. 162-176. London UK ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- Hamnett, C. (2003) Gentrification and the middle-class remaking of inner London, 1961â€“2001, *Urban Studies*, 40(12), pp. 2401â€“2426.
- Hamnett, C. (2021) Veni, vidi, gentri? â€™ Social class change in London and Paris: gentrification cause or consequence?, *Urban Geography*, 42(8), pp. 1045-1053 (<https://doi.org/10.1080/02723638.2021.1936412>) DOI: 10.1080/02723638.2021.1936412.
- Hochstenbach, C. and Arundel, R. (2020) Spatial housing market polarisation: National and urban dynamics of diverging house values, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 45(2), pp. 464-482 (<https://doi.org/10.1111/tran.12346>) DOI: 10.1111/tran.12346.
- Le Goix, R. (2022) Ségrégation socio-spatiale dans les villes, in: C. Cottineau and D. Pumain (Eds) *Villes au cœur des inégalités* pp. 151-188. Paris: ISTE Editions (Encyclopédie des Sciences) (<https://hal.science/hal-03862048>).
- Le Goix, R., Casanova Enault, L., Bonneval, L., Le Corre, T., Benites, E., Boulay, G., Kutz, W., Aveline, N., Migozzi, J. and Ysebaert, R. (2021) Housing (In)equity and the Spatial Dynamics of Homeownership in France: A Research Agenda, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 112(1), pp. 62-80 DOI: 10.1111/tesg.12460.
- Marcuse, P. (1989) 'Dual City': a Muddy Metaphor for a Quartered City, *International Journal of Urban and Regional Research*, 13(4),

pp. 697-708.

- Marcuse, P. (1997) *The Ghetto of Exclusion and the Fortified Enclave: New Patterns in the United States.*, *The American Behavioral Scientist*, (41), pp. 311-326.
- Marques, E. and França, D. (2020) Segregation by class and race in São Paulo, in: S. Musterd (Ed.) *Handbook of Urban Segregation*, pp. 36-54. Amsterdam: Edward Elgar Publishing.
- Mollenkopf, J. and Castells, M. (Eds) (1991) *Dual City: Restructuring New York*. New York: Russell Sage Foundation.
- Musterd, S. and Ostendorf, W. J. M. (1998) *Urban segregation and the welfare state : inequality and exclusion in western cities*. London ; New York: Routledge.
- Peach, C. (2009) Slippery Segregation: Discovering or Manufacturing Ghettos?, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35(9), pp. 1381-1395 (<https://doi.org/10.1080/13691830903125885>) DOI: 10.1080/13691830903125885.
- Piketty, T. (2013) *Le capital au XXI^e siècle*. Paris: Seuil.
- Prêteceille, E. (2006) La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité, *Sociétés contemporaines*, 62(2), pp. 93 (<http://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2006-2-page-69.htm>) DOI: 10.3917/soco.062.0069.
- Prêteceille, E. and Cardoso, A. (2020) Socioeconomic segregation and the middle classes in Paris, Rio de Janeiro and São Paulo: a comparative perspective, in: S. Musterd (Ed.) *Handbook of Urban Segregation*, pp. 270-286. Amsterdam: Edward Elgar Publishing.
- Rhein, C. (1998) Globalisation, Social Change and Minorities in Metropolitan Paris: The Emergence of New Class Patterns, *Urban Studies*, 35(3), pp. 429-447 (<https://doi.org/10.1080/0042098984844>) DOI: 10.1080/0042098984844.
- Rolnik, R. (2013) Late Neoliberalism: The Financialization of Homeownership and Housing Rights, *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(3), pp. 1058-1066 (<http://dx.doi.org/10.1111/1468-2427.12062>) DOI: 10.1111/1468-2427.12062.
- Sassen, S. (1991) *The Global City : New York, London, Tokyo*. Princeton, NJ: Princeton University Press [Ed. française: *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*. Paris : Descartes, 1996, 530 p.].
- Sassen, S. (2012) *Cities in a World Economy*. Los Angeles: Sage.
- Schwartz, H. (2012) Housing, the Welfare State, and the Global Financial Crisis: What is the Connection?, *Politics and Society*, 40(1), pp. 35-58 (<https://doi.org/10.1177/0032329211434689>) DOI: 10.1177/0032329211434689.
- Tammaru, T., Marcin'czak, S., Aunap, R., Van Ham, M. and Janssen, H. (2019) Relationship between income inequality and residential segregation of socioeconomic groups, *Regional Studies*, pp. 1-12 (<https://doi.org/10.1080/00343404.2018.1540035>) DOI: 10.1080/00343404.2018.1540035.
- Tammaru, T., Musterd, S., Van Ham, M. and Marcin'czak, S. (2016) A multi-factor approach to understanding socio-economic segregation in European capital cities., in: T. Tammaru, M. Van Ham, S. Marcin'czak and S. Musterd (Eds) *Socio-economic segregation in European capital cities : East meets West*, pp. 27 p. London: Taylor and Francis.
- Van Ham, M., Uesugi, M., Tammaru, T., Manley, D. and Janssen, H. (2020) Changing occupational structures and residential segregation in New York, London and Tokyo, *Nature Human Behaviour*, (<https://doi.org/10.1038/s41562-020-0927-5>) DOI: 10.1038/s41562-020-0927-5.
- Wacquant, L. (2008) *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Walks, A. (2020) On the meaning and measurement of the ghetto as a form of segregation, in: S. Musterd (Ed.) *Handbook of Urban Segregation*, pp. 395-150. Amsterdam: Edward Elgar Publishing.
- Wilson, W. J. (1987) *The truly disadvantaged : the inner city, the underclass, and public policy*. Chicago: University of Chicago Press.